

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*



INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Les Social Bonds sur le devant de la scène

L'Unédic a lancé la **plus grosse émission d'obligations sociales jamais enregistrée**. L'organisme finançant l'assurance chômage en France a annoncé mi-mai avoir levé un Social bond de 4 milliards d'euros, de maturité novembre 2026, largement sursouscrit (7,75 milliards d'euros). Cette émission obligataire doit permettre de renforcer les dispositifs classiques d'assurance chômage et d'instaurer un **dispositif exceptionnel** d'activité partielle, couvrant plus de 12 millions de salariés du secteur privé. À l'instar de l'Unédic, de nombreuses organisations ont fait appel à ce type d'outil pour financer les besoins majeurs de leurs dispositifs de lutte contre la pandémie. L'African Development Bank a ainsi émis fin mars un "Fight Covid-19 Social Bonds" de 3 milliards de dollars, largement sursouscrit également. L'**International finance corporation** (IFC) de la Banque mondiale avait également émis une obligation sociale d'1 milliard de dollars. La SFIL, la **banque publique française pour le financement du secteur public local et du grand export**, a émis fin avril un Social Bond d'1 milliard d'euros afin notamment de financer les hôpitaux publics. En tout, les émissions globales de Social bonds ont atteint les **11,9 milliards de dollars sur le premier trimestre de l'année**, selon les chiffres compilés par Moody's. Un **record**. Si le marché des Green bonds, bien plus développé que celui des obligations sociales, commence à voir plus d'émetteurs corporates arriver, ce n'est pas encore le cas pour les Social bonds car **"tout le produit doit être consacré à des projets sociaux**. Etant donné qu'une émission obligataire doit avoir une taille significative, relativement peu d'entreprises sont en mesure d'émettre un Social bond." Une entreprise, pourtant, s'est lancée cette année : Getinge, un spécialiste suédois de matériel médical, a émis en avril une dette d'un milliard de couronnes suédoises (près de 94 millions d'euros), répondant aux critères des Social Bond Principles, en vue de produire des équipements de lutte contre le Covid-19 : augmenter sa production de ventilateurs médicaux de 160% sur son site de Solna.

Sources : Novethic

Appel d'investisseurs en faveur de la biodiversité

L'appel lancé en début d'année par quatre gérants français de la gestion - Sycomore, filiale de Generali Investments, Mirova, affilié de Natixis IM, Axa IM et BNP Paribas AM – a été entendu et rejoint par de nombreux investisseurs, dont Amundi, leader européen de la gestion, le suisse GAM, le néerlandais Aegon Asset Management ou encore l'australien Ethical Investment et l'américain Trillium AM. « *Les impacts environnementaux sont imbriqués les uns avec les autres, l'objectif est de parvenir à une méthode d'agrégation autour d'une mesure physique commune, quel que soit le secteur d'activité, pour une prise en compte*

adaptée à la gestion d'actifs et une communication plus facile avec les clients » résume JG Péladan responsable de la recherche ISR chez Sycomore. Plusieurs propositions d'indicateurs leur ont déjà été proposées par des spécialistes de l'évaluation environnementale et des fournisseurs de données extra financière ; un finaliste sera sélectionné début juin avec l'ambition de parvenir à un indicateur en 2021.

Sources : Les Echos

Mobilisation d'entreprises françaises et internationales

Axa, BNPP, LVMH, Nokia, Thales, Suez, Valeo, Vivendi,... plus de **90 dirigeants d'entreprises** ont signé une tribune pour **soutenir la transition écologique par la relance économique**. « **Des moyens d'ampleur inédite** ont été mobilisés pour faire face à la crise sans précédent déclenchée par le Covid-19. En plus des impacts sanitaires, les conséquences sociales et économiques sont désormais tangibles pour tous les Français. Il s'agit aujourd'hui d'en **limiter les effets**, notamment par la mobilisation de moyens financiers pour assurer la capacité des entreprises de notre pays à **rebondir de façon inclusive et résiliente**. **Nous saluons les décisions rapides et massives prises par le gouvernement** français et la solidarité du monde économique. (...) Nous gardons nos ambitions collectives en matière de transition écologique, et **réaffirmons les engagements** pris depuis plusieurs années, la continuité de cet effort est une condition de sa réussite. Pour cela, une large part des moyens financiers qui seront prochainement mobilisés pour la relance économique aurait tout intérêt à l'être dans les directions qui avaient été précédemment identifiées pour accompagner la transition écologique, **avec un souci encore plus affirmé de la justice sociale**. Nous croyons qu'il est aujourd'hui possible de faire de ces moyens financiers un accélérateur d'une relance verte et inclusive. Les plans de relance à venir constituent autant d'occasions pour que les investissements nécessaires confortent les trajectoires de transformation. ».

Sources : Le Monde

Faciliter l'engagement des investisseurs responsables

Alors que l'**engagement actionnarial** est un des **leviers** clés dont disposent les investisseurs pour exercer leur responsabilité, en France, le dépôt de résolution est soumis à de nombreuses contraintes, dont l'obligation de détenir au minimum 0,5% du capital. Le Forum pour l'Investissement Responsable, regroupant différents acteurs de l'ISR, propose i) de donner la possibilité à une coalition de 100 actionnaires de déposer collectivement des projets de résolutions ii) de charger le régulateur d'arbitrer la recevabilité des résolutions externes si l'entreprise s'oppose à leur inscription à l'ordre du jour et iii) de simplifier les procédures de dépôt : possibilité en amont de la convocation, facilitation des procédures auprès des banques dépositaires...

Source : Le FIR (Forum pour l'Investissement Responsable)

Responsabilité fiscale du CAC 40 : les conclusions de l'étude du FIR

En France, environ **5 milliards** d'euros de recettes fiscales échappent à l'Etat parce que les grandes entreprises transfèrent leurs bénéfices vers des juridictions à taux d'imposition privilégié. Le Forum de l'Investissement Responsable (FIR), rassemblant des sociétés gérant collectivement plus de 4.460 milliards d'euros d'actifs, milite pour que les grandes entreprises françaises adoptent une démarche proactive de « **civisme fiscal, dimension essentielle de la RSE** ». Pour ce faire, le FIR a entamé un dialogue avec les groupes du CAC 40 en leur proposant de répondre à une enquête sur leur perception de la responsabilité fiscale. Leur attention s'est concentrée sur : i) l'existence d'une charte de responsabilité fiscale, ii) son contenu, iii) l'accès public d'un reporting des taxes acquittées par pays ou par zone géographique, iv) les évolutions prévues de leur politique fiscale. 21 des 25 groupes du CAC 40 qui ont répondu à l'enquête publient des **principes directeurs** de leur politique fiscale, lesquels abordent ponctuellement la notion de fiscalité responsable. 80% des entreprises ont publiquement formulé des limites à ne pas franchir dans le domaine fiscal, mais dans la plupart des cas, il n'existe pas de responsabilité attribuée au CA en matière de fiscalité et pas de passerelles revendiquées entre la direction fiscale et les directions RSE ou DD. Pour le reporting pays par pays, comme la loi l'exige, les groupes informent les administrations locales et françaises, mais seules les banques (qui y sont obligées) le publient. Face à ce constat, le FIR a déjà formulé **7 recommandations** dont la responsabilisation du conseil d'administration, l'intégration à la stratégie RSE, la description des principes directeurs dans un support d'information public spécifique, une charte de responsabilité fiscale et, tous les ans, la publication d'un rapport détaillant les impôts payés dans chaque juridiction. La commission du FIR poursuit sa campagne au travers d'une question écrite sur le reporting pays par pays adressée à toutes les entreprises du CAC 40 dans le cadre des assemblées générales 2020.

Sources : *Les Echos, le FIR*

Entreprise à Mission

Emmanuel Faber PDG de **Danone**, a annoncé qu'il allait proposer à l'assemblée générale des actionnaires un **changement de cadre juridique** pour adopter celui d'**entreprise à mission** afin de créer de la « **valeur durable** », jugeant que « nous sommes dans un moment charnière ». Danone deviendrait ainsi la première société cotée à revêtir cette forme introduite par la loi PACTE en 2019. Cela conduira à **intégrer dans les statuts** de l'entreprise les dispositions relatives à une entreprise à mission, notamment sa raison d'être, et à mettre en œuvre de nouvelles modalités de gouvernance pour contrôler le suivi de ses objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux. L'Assemblée Générale se tiendra le 26 juin, à huis-clos.

Sources : *Reuters, Novethic*

Fonds de solidarité, réduction de rémunérations, ...

De nombreuses entreprises ont activé un **fonds de solidarité** à l'instar de **PSA**, où tous les salariés ont versé des jours, ou encore **Renault** qui a réactivé le fonds créé post crise 2008, où seuls les salariés en activité ont versé des jours. En parallèle, les dirigeants ont baissé leur rémunération : les deux principaux dirigeants de Renault ont renoncé à 25 % de leur rémunération du deuxième trimestre 2020. Chez PSA, Carlos Tavares a réduit sa rémunération fixe de 35 % et les 100 premiers dirigeants ont donné 4 millions d'euros d'actions à la Fondation PSA. D'autres patrons de grands groupes ont également baissé leur rémunération : Jean-Pascal Tricoire (Schneider Electric), Christel Bories (Eramet), Pierre-André de Chalendar (Saint-Gobain), Christopher Guérin (Nexans), Alexandre Bompard (Carrefour)...

Sources : *L'Usine Nouvelle*

EN BREF

- Hiromichi Mizuno, **l'ancien dirigeant du GPIF**, l'un des plus grands fonds de pension mondial, est entré au conseil d'administration de **Tesla**. Ce japonais reconnu pour avoir impulsé une stratégie d'investissement de long terme, respectueuse de l'environnement, et de la diversité déclarait "Les entreprises qui cherchent à maximiser leurs revenus sans tenir compte des impacts sur leurs autres parties prenantes - incluant l'environnement, les salariés et la société civile – mettent leur croissance à long terme en risque et **ne sont pas cibles d'investissements intéressantes pour nous**". Egalement **très méfiant envers les pratiques de vente à découvert**, il avait déclaré que le GPIF ne prêterait plus ses titres aux short-sellers.
- Quelques **1 050 entreprises** – confectionneurs, fournisseurs de matières, entreprises disposant d'une activité "couture" (comme l'automobile et la maroquinerie) – ont **accepté d'échanger leurs savoirs, partager leurs bonnes pratiques**. Ce qui n'est pas si courant dans la filière! La Direction générale des entreprises et le Secrétaire d'Etat à l'Economie ont quant à eux réussi à forcer Bercy à fluidifier les démarches. Ainsi, un cahier des charges a été mis en place et validé par l'AFNOR, spécialiste de la normalisation, en tout juste trois semaines, alors qu'il faut normalement deux ans pour développer un produit sur une norme européenne.
- Au cours de **l'Assemblée Générale de Total**, son PDG Patrick Pouyanné s'est félicité du **dialogue constructif** avec plusieurs investisseurs dont Climate Action100+ ou encore Phitrust qui leur a proposé d'inclure dans les statuts les questions sociales et environnementales comme mission du Conseil. Proposition qui a été acceptée et votée en AG. De son côté, la coalition des 11 investisseurs ayant déposé une résolution externe sur les engagements en ligne avec l'Accord de Paris, s'est dite satisfaite d'avoir récolté 16,8% de suffrages exprimés et encouragée à poursuivre son engagement.

PROMEPAR Asset Management est signataire des

 Principles for Responsible Investment

 GROUPE BRED +X

CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles
murielle.hermellin@bred.fr